



IFAS-Recherche IFAS-Research

CE NUMÉRO PRINTANIER pour l'Afrique du Sud et automnal pour la France du supplément recherche du Newtown Zebra annonce nouveautés et continuité. A compter du mois de novembre 1997, le professeur Georges Héroult prendra la direction de l'Ifas-recherche, cet éditorial est d'ores et déjà l'occasion pour moi de lui souhaiter la bienvenue et de remercier une dernière fois tous nos partenaires pour le travail accompli ensemble depuis trois ans.

D'ici la fin de l'année, trois des cinq projets de recherche de l'institut viendront à leur terme : l'étude du logement locatif informel dans le Gauteng et le Western Cape, des migrations d'Afrique francophone vers l'Afrique du Sud et la réalisation d'un ouvrage collectif franco-sud-africain sur les villes d'Afrique australe. Les deux autres projets devraient se poursuivre en 1998, l'étude des agricultures africaines et la recherche sur les identités socio-culturelles. D'autres pistes se dessinent pour l'avenir auxquelles l'Ifas sera heureux d'être associé, deux sont présentées dans ce numéro (voir le texte de B. Antheaume et l'Interview du Dr C. Kros).

Ces nouvelles orientations ne nous empêchent pas, au contraire, de conserver notre spécialisation dans les études urbaines : dans ce domaine, un réseau franco-sud-africain existe désormais et les liens tissés seront pérennes. Il s'avère simplement que s'est naturellement développé un **VERSANT RURAL** de nos activités (voir le texte de L. Lhopitallier et E. Peuch-Lestrade et l'interview du Professeur Mini), mais qui s'en étonnera ? Villes et campagnes ne sont pas, et moins encore en Afrique du Sud qu'ailleurs, des univers indépendants et la compréhension de l'un ne va pas sans celle de l'autre. En outre, les débats actuels sur les transformations du monde rural, qui vont de pair avec la réintégration dans le territoire national des anciens bantoustans, ne pouvaient pas être ignorés par la recherche française qui trouve là l'occasion d'une collaboration réussie avec des institutions anciennement défavorisées sous l'Apartheid, telle l'université de Fort Hare.

Sur un autre front, celui des identités, le succès du **COLLOQUE DE JUILLET** co-organisé par l'IFAS, le HSRC et le FGD, démontre l'intérêt qu'il y a à travailler avec les institutions les plus diverses possibles pour assurer à long terme notre insertion dans le milieu scientifique sud-africain.

VILLES, CAMPAGNES ET IDENTITÉS sont bien les trois axes des recherches conduites par l'IFAS. Chacun de ces axes est pluridisciplinaire et la plupart des jeunes chercheurs associés à l'institut peuvent se reconnaître dans l'un ou l'autre.

Ceci nous permet de répondre au dynamisme toujours aussi grand des jeunes doctorants que nous accueillons et dont la journée du premier juillet, durant laquelle douze d'entre eux ont présenté leurs travaux, a démontré l'importance. Le texte de F.-X. Fauvelle l'illustre bien : la recherche historique de ce doctorant sur le Namaqualand s'insère parfaitement dans notre réflexion sur les identités dans l'Afrique du Sud contemporaine, loin d'être marginal, ce champ d'étude est au contraire symptomatique de la complexité des héritages de l'Apartheid.

Philippe GERVAIS-LAMBONY
Directeur Scientifique, IFAS.

LOTS OF NEWS on research in the (South African) Spring and (French) Autumn issue of Newtown Zebra. Professor Georges Héroult has been elected Director of Research at IFAS. He will take over in November 97. Congratulations and best wishes to him, and thanks to all the people who have helped to make IFAS so successful over the past three years.

Three of our five current research projects are due to be completed by the end of 1997. Topics studied include :

- Informal rental housing in Gauteng and the Western Cape,
- Francophone migratory flows to South Africa,
- There is also to be a collection of Franco-South-African essays on the Cities of Southern Africa which will be published jointly in the two countries involved. The projects on African agriculture and on socio-cultural identities should be completed by the end of 1998. Other projects are currently in the planning stage.

(see the paper by B. Antheaume and the interview of C. Kros)

IFAS-Research will continue to develop projects in the field of urban studies. The Franco-South African cooperation network which has been set up in this field is increasingly active. IFAS-Recherche is also launching out into **RURAL STUDIES** (see in this issue the paper by L. Lhopitallier and E. Peuch-Lestrade, and the interview of Prof. Mini).

Rural areas are currently undergoing tremendous change; the former Bantustans have been reintegrated into South Africa, and IFAS is collaborating with institutions such as Fort Hare University, which were ignored as research agencies by the former regime.

THE CONFERENCE ON IDENTITIES organised by IFAS, HSRC and FGD was held last July. It was a success, showing how necessary it is to set up academic links of all sorts, and to develop cooperation. Last but not least, junior researchers working with IFAS are stimulated by this constant influx of ideas. On July 1, 1997 twelve of them held a workshop to discuss their work. Francois-Xavier Fauvelle, to take one example, has just completed his project on the redefinition and reinterpretation of Namaqualand cultural identities in the post-Apartheid era.

DR. PHILIPPE GERVAIS-LAMBONY
Director of Research, IFAS.

Ancien Ciskei

Il existait une agriculture noire auto-suffisante et compétitive à la fin du XIX^e siècle en Afrique du Sud. Les mesures favorisant les fermiers blancs, les déplacements de populations vers les bantoustans, et la politique agraire de l'apartheid ont fait de l'ancien Ciskei un désert agricole, constatent Laurent Lhopitalier et Emilie Peuch-Lestrade.

En préparant, depuis la France, une étude sur la situation agraire dans l'ancien bantoustan du Ciskei, nous envisageons un tableau rural proche du "romantisme agraire". Les espoirs nés de la "Nouvelle Afrique du Sud" laissaient imaginer un renouveau de l'activité agricole. Cette hypothèse reposait sur des considérations historiques (essor de la paysannerie à la fin du XIX^e siècle) et comparatives (situation de l'agriculture dans les pays d'Afrique francophone). La proximité de centres urbains (East London, Port Elisabeth, King William's Town) et la densité de la population semblaient offrir des marchés considérables pour les denrées alimentaires.

Contrairement à nos espérances, l'ancien Ciskei offre aux agronomes et géographes un spectacle désolant. Dans un milieu physique fortement dégradé, une population d'enfants et de vieillards survit des retraites et des envois d'argent par les membres de la famille travaillant en ville, abandonnant progressivement les champs faute de moyens pour les cultiver et plaçant sa maigre épargne dans le bétail. Notre premier objectif de chercheurs de terrains a été de comprendre les causes historiques de cette situation.

Grandeur et décadence de la paysannerie africaine (1850-1947)
"C'est une évidence dans le district que leur foire (agricole) a surpassée celle des Européens, tant par la qualité que par la quantité des produits exposés."
 (Commission on Native Affairs, 1865)
 L'influence des missions qui offraient de la terre, des nouvelles techniques et

outils (charrue...), ainsi que le réseau de commerçants européens créèrent des conditions propices à l'essor de l'agriculture africaine durant la deuxième moitié du XIX^e siècle. Les fermiers noirs, par leur connaissance du milieu, possédaient alors un avantage considérable sur les colons. De plus, les techniques de l'époque et la disponibilité en terre faisaient primer la force de travail sur tous les autres facteurs de production.

Néanmoins, les situations foncières étaient multiples :

- Communautés sur terres communales sous autorité tribale.
- Communautés sur terres communales sous la responsabilité d'une mission.
- Individus sur terres en propriété privée (achetée ou offerte en échange d'une collaboration avec les Européens dans les guerres de frontières).
- Individus sur terres de colons (dans ce cas les contrats de fermage sont multiples : fermage en travail (*labour tenant*), en argent (*cash tenants*) ou en nature (*sharecroppers*).
- Individus sous contrat de location longue durée avec les propriétaires (Etat ou particuliers).

Les Noirs n'auront alors le droit de cultiver que dans l'espace exigu des réserves.

Le développement des mines du Transvaal et de l'Orange Free State offrirent de nouvelles opportunités à cette paysannerie émergente : le marché des nouvelles villes devint considérable. L'introduction des chariots permit aux Africains de se lancer dans l'activité très rémunératrice du transport agricole.

Cependant, le secteur minier et les fermiers blancs manquaient de bras (les salaires qu'ils pouvaient offrir n'attiraient pas les fermiers noirs qui gagnaient mieux leur vie sur leurs unités de production) et firent pression sur les autorités afin respectivement d'obtenir de la main-d'œuvre et de réduire la

compétition (tout en récupérant des travailleurs). Le gouvernement imposa donc des taxes sur le bétail, les familles, les huttes et des péages routiers et des lois *anti-squat* apparurent ensuite pour favoriser les fermiers blancs employant des salariés (*wage labourers*) au détriment des propriétaires fonciers absenteïstes (qui souhaitaient bénéficier de leur rente foncière sans investissement).

Pluie d'Acts

Le *Glen Grey Act* de 1894 (plafonnement de la taille des exploitations, restrictions sur les transactions foncières, interdiction d'achat de terres aux Blancs et abolition du fermage) fut suivi du *Natives Land Act* de 1913 qui mit en place les réserves. Les Noirs n'eurent désormais le droit de cultiver que dans l'espace exigu des réserves (7,8 % de la surface du pays). Progressivement contraints à décapitaliser, les fermiers noirs se tournèrent vers le travail salarié dans les mines ou sur les fermes blanches. Sur le long terme, ces lois ont empêché la production agricole noire de se maintenir au dessus du niveau de subsistance et ont transformé les réserves en zones dortoirs pour le prolétariat africain.

En 1916, la Commission Beaumont estima que les réserves ne pouvaient contenir que la moitié de la population africaine. Pour assurer la ségrégation raciale, il fallait donc libérer plus de terre pour les réserves. Malgré la résistance des propriétaires blancs, le *Native Trust and Land Act* de 1936 permit de libérer 6 000 000 d'hectares supplémentaires pour les réserves qui représentèrent alors 13,7% du territoire.

Enfin, le *Native Administration Act* transforma les chefs en fonctionnaires à la solde de l'Etat : la souplesse traditionnelle de la gestion foncière était compromise en même temps que les fermiers noirs se voyaient interdits des organisations agricoles et donc d'accès au crédit, au marché et à toute forme de vulgarisation technique. Au moment même où était brisée l'agriculture africaine, toutes sortes de mesures et politiques d'aide contribuaient au développement des fermes blanches et la mécanisation achevait d'exclure les non-blancs.

Après 1948, la politique agraire du

R 2



Le poids de l'histoire

National Party, visa à renforcer la structure agraire établie par les *Land Acts* et à poursuivre la colonisation agricole blanche basée sur le travail migrant.

Le coup de grâce de l'apartheid (1948-1994)

Le *Native Authorities Act* (1951), le *Bantu Self Government Act* (1959) et le *Bantu Affairs Administration Act* (1971) institutionnalisèrent les *homelands*, unités "nationales" calquées sur les réserves. Environ 3,5 millions de personnes furent alors déplacées des zones blanches vers les bantoustans.

Devant l'accroissement de la population des *homelands* (5,1 millions d'habitants en 1951 et 14 millions en 1985), les recommandations de la Commission Tomlinson (1954) furent mises en œuvre dans les années 1960-1970. Elles prirent la forme de programmes de villagisation ou *Betterment Schemes* qui devaient gérer l'augmentation considérable de densité de population (et implicitement permettre la reproduction de la main-d'œuvre).

Avant *Betterment*, les ruraux vivaient dans un habitat dispersé sur les interfluvies, avaient leurs champs dans les fonds de vallées et faisaient pâturer le bétail sur les pentes et dans les forêts. Les politiques de *Betterment* les placèrent dans de nouveaux villages avec de nouveaux champs. Ceci s'accompagna de mesures rigides d'utilisation de la terre (stricte délimitation des zones réservées à l'habitat, des terres arables et des terrains de parcours), de réduction obligatoire de la taille des troupeaux. Les pâturages étaient divisés en camps et le passage d'un camp à l'autre était strictement contrôlé par un officier agricole.

Désastre écologique

Un tel système de gestion pastorale n'était pas adapté aux écosystèmes pastoraux du Ciskei : ils sont régis par des facteurs externes (pluie) et donc dans un état permanent de déséquilibre; et ne peuvent être régulé via le contrôle de l'intensité de pâturage. Ces politiques (notamment des choix maladroits d'emplacement des terres arables) ont exacerbé les risques écologiques latents dans les *homelands*, souvent placés dans

un relief disséqué.

Ainsi, un ancien bantoustan comme le Ciskei est-il fortement touché par l'érosion. De profondes ravines entaillent les flancs de collines et compromettent même le pâturage du gros bétail. Les terres non cultivées sont envahies par l'Acacia Karoo, un arbuste épineux difficile à arracher.

La population, dans une logique de survie, a sur-utilisé les ressources naturelles, dégradant ainsi les potentialités du milieu.

Si la taille des pâturages ne changea guère, celle des terres arables diminua fortement, ne permettant plus de faire vivre les familles. La population des bantoustans, dans une logique de survie, a sur-utilisé les ressources naturelles, dégradant ainsi les potentialités du milieu.

Le *Betterment Planning* a aussi favorisé la différenciation sociale car seuls les ménages possédant des ressources suffisantes en bétail et terres pouvaient bénéficier du *Betterment*, les autres étaient déplacés vers les *Closer Settlement Villages* (townships ruraux).

L'indépendance du Ciskei a vu la mise en œuvre de mesures étatiques pour favoriser la production agricole mais peu de projets (irrigation, élevage laitier, produits frais...) ont été menés à bout, augmentant ainsi la différenciation sociale entre villages bénéficiaires et non-bénéficiaires. La mise en place de coopératives subventionnées (location de tracteurs, vente d'intrants, programmes vétérinaires...) a augmenté la dépendance des paysans vis-à-vis des moyens de production modernes. L'économie des bantoustans demeure une économie de transfert de richesse par le biais de l'aide publique (les retraites) et le travail migrant (les envois d'argent).

Au regard de l'histoire, on comprend mieux que la "grandeur et décadence" de la paysannerie africaine était une

condition nécessaire au développement du capitalisme en Afrique du Sud.

Tirer les leçons de l'histoire

Il est essentiel de tirer les leçons de l'histoire : premièrement, il ne faut pas oublier l'existence passée d'un groupe de petits exploitants agricoles noirs capables de répondre efficacement aux opportunités du marché et de rester compétitif face à de grosses exploitations; en second lieu, il faut mesurer la puissance des politiques agraires qui ont handicapé et détruit ces petites exploitations.

Dans le contexte actuel de débat sur la restructuration du secteur agricole, l'étude des résidus agraires de l'ancien Ciskei permet de soulever quelques points de bon sens :

- Toute réforme agraire ne peut se concevoir qu'à l'échelle nationale, en prenant attentivement en compte le secteur agricole blanc.
- Le problème foncier ne représente qu'un aspect d'une telle réforme : rien ne sert d'avoir de la terre si l'on n'a que ses mains et la maigre retraite de sa grand-mère pour l'exploiter.
- Les futures politiques doivent tenir compte de la gestion des ressources naturelles, l'Afrique du Sud n'est pas une terre excessivement propice à l'agriculture, il convient d'en prendre soin (et en premier lieu de réhabiliter les terres dégradées des anciens bantoustans).

LAURENT LHOPITALIER

Agronome, doctorant en géographie

Paris X-Nanterre, INA-PG

et EMILIE PEUCH-LESTRADE

Diplôme d'agronomie approfondi, INA-PG

Tous deux sont basés à l'université de Fort Hare dans le cadre d'un programme Ifas.

Bibliographie

- Bundy C ; *The rise and fall of the South-African Peasantry* (Londres, 1988)
- IDASA ; *A harvest of discontent, the land question in South Africa* (Le Cap, 1991)
- Van Onselen C., *The seed is mine* (Le Cap, 1996)
- Van Zyl J., Kirsten J, Binswanger H.P., *Agricultural Land Reform in South Africa*, (Le Cap, 1996)
- de Wet C., *Moving together drifting apart*, (Johannesbourg, 1995)

R 3



Self-sufficient and competitive, a black agriculture did exist at the end of the XIXth. The measures in favor of white farmers, populations displacements towards the Bantustans, and the agrarian policy of Apartheid have led Ciskei become an agricultural desert. That is what Laurent Lhopitalier and Emilie Peuch-Lestrade have observed.

Setting up, from France, a research project on the agrarian situation of the former Ciskei, we had imagined a very "romantic" rural picture. Hopes born from the "New South Africa" led one to believe in a renewal of agricultural activities. This hypothesis was based on historical (rapid development of the black peasantry by the end of the 19th century) and comparative (small-scale farming in francophone Africa) considerations. The presence of urban centres (East London, Port Elisabeth, King William's Town) and the high population density should offer great marketing opportunities for agricultural products.

Our expectations proved however to be wrong. In a very degraded environment, a population of youngsters and elderly people survives from pensions and cash remittances. Due to a lack of means, fields are left fallow while stock (a form of saving) wanders on poor pastures.

History appeared to be essential to the understanding of such a sorry state, hence our first aimed was to shed a light on the policies of the past 150 years.

The rise and fall of african peasantry (1850-1947)

"It was a universal remark in the district that the Fingo Exhibition far excelled that of the Europeans both to numbers and quality of the articles exhibited."

Commission on Native Affairs, 1865

The combination of Mission Stations offering land, new practices and tools

Former Ciskei

(plough) and the network of merchants created favourable conditions for the appearance of a group of black progressive farmers by the end of the 19th century. Their knowledge of the environment gave them the edge over the settlers. Furthermore, technical practices and the abundance of land led workforce to be the essential production factor.

Tenure systems were then diversified :

- Communal tenure on tribal lands
- Communal tenure on Missions' ground
- Freehold (land was either bought or given out by the Europeans in reward for assistance in the Frontier Wars)
- Tenancy contracts on settlers' land : cash tenancy, labour tenancy or share-cropping
- Quitrent on State and settlers' land

The development of mining in Transvaal and Orange Free State offered new opportunities for this peasantry. New towns created a huge market. The introduction of ox-carts led this peasants to excel in the profitable activity of agricultural products' transport.

However, the settlers and the expanding mining industry was short of labour (the low wages offered didn't convince the black farmers to give up their small-scale holdings) and put pressure on the Government respectively to acquire workforce and to reduce competition (while gaining labourers in the process).

Therefore, the Government imposed taxes on livestock, huts, roads and poll-taxes and legal action was taken to reduce tenancy arrangements which favoured absentee landlords over manorial estates.

Blacks could now only engage in farming activities in the tiny area of the Reserves.

The 1894 Glen Grey Act (maximum holding sizes, restrictions on land transactions, ban of certain tenancy arrangements) was followed by the Natives

Land Act (1913) which created the reserves : Blacks could now only engage in farming activities in the tiny area of the Reserves (7,8% of the country's total area). In a slow process of selling off their capital, black farmers were forced to take up wage labour in the mines or on the white estates in order to survive. These laws compromised the sustainability of African farming and turned the reserves into labour reservoirs.

In 1916, the Beaumont Commission reported that the Reserves could only support half of the African population. Hence, in order to ensure a proper racial segregation, more land had to be incorporated in the Reserves. Amidst resistance from white farmers, the Native Trust and Land Act provided an extra 6 000 000 ha. to the Reserves which thereafter occupied 13,7% of the country.

Finally, the 1927 Native Administration Act turned the African chiefs into mere civil servants leading to the disruption of the efficient traditional land management system. Black farmers were then banned from agricultural organisations and lost all access to credit, marketing boards and extension services. While black peasantry was being crushed, white farms benefited from a huge state assistance and mechanisation was replacing a large amount of black labourers on Europeans estates.

Apartheid's finishing stroke (1947-1994)

After 1948, the National Party's agenda was to set up a strong white agrarian economy based on migrant workers. The 1951 Native Authorities Act, the 1959 Bantu Self Government Act and the 1971 Bantu Affairs Administration Act built the constitutional framework of the homelands, 'national' units based on the Reserves. This led to massive (3,5 millions of people) evictions of communities from white areas to the Bantustans.

In order to face up with the rising density in the homelands (5,1 million inhab. in 1951 to 14 million inhab. in 1985), the recommendations of the 1954 Tomlinson Commission were enforced in the 60's-70's leading to the Betterment Planning Policies. These policies were aimed at improving

R 4



The weight of history

conditions in the overcrowded Bantustans (and at ensuring the basic reproduction of cheap labour).

Before Betterment, people were living in a clustered habitat along the hills. Their fields followed the rivers while cattle grazed on hills and in the forests. Betterment had them move to new residential areas and new fields. Land use was inflexible (strict delimitation of arable land, residential areas and grazing areas) and compulsory stock-culling measures were introduced. Pastures were organised into grazing camps and the change of camp was supervised by an agricultural officer.

This pastoral management was not suited to ecosystem driven by external forces (rainfall) and having non-equilibrium dynamics (trying to control these ecosystems through grazing intensity is therefore useless). These policies (especially irrational choices for the emplacement of arable lands) aggravated existing ecological risks in the homelands (often lying in steeply sloped areas). For instance, former Ciskei is struck by erosion, the landscape is scattered with dongas which forbid the grazing of large animals.

**Overall,
the population
engaged in a
logic of survival
has overexploited
the environment
compromising
its sustainability.**

Non cultivated areas are encroached by Acacia Karoo, a shrub tree that is very difficult to pull out. Although the area covered by grazing land hasn't changed much, the size of the fields were greatly reduced and could barely ensure the subsistence of families. Overall, the population engaged in a logic of survival has overexploited the environment compromising its sustainability.

Betterment Planning moved the fami-



lies with insufficient resources in land and stock to Closer Settlement Villages (rural townships) thereby increasing social differentiation in the homelands.

The independence of Ciskei led to a renewed interest in agricultural production. However, most state-sponsored projects (irrigation schemes, dairy schemes, fresh produce...) were never completed. Differences between beneficiary and non-beneficiary villages have hence intensified. The creation of state co-operatives (access to tractors, implements, veterinary programs...) has furthered the dependence of farmers on modern production factors. The economy of the Bantustans relies on wealth transfer system through welfare (pensions) and migrant labour (cash remittances).

Lessons from history

Looking at history, it is clear that the rise and fall of the African peasantry was an essential condition to the success of white capitalism in South Africa. Two lessons emerge from this history : firstly, one should ignore the past existence of small group of black progressive farmers able to respond efficiently to the market needs and to compete with larger white estates ; secondly, one should take into account the strength of agrarian policies that crushed and destroyed these small-holdings. In the ongoing debate on the reform of the agricultural sector, the study of agrarian remnants in the former Ciskei leads one to formulate some common sense statements :

- Any Land Reform can only be implemented on a national basis, taking into account the white commercial sector.
- Land issues should only represent one aspect of such a reform : there is no use in having land if one has only his hands and his grandmother's pension to exploit it.
- Future policies should take into account natural resources management : South Africa is not an heaven for agricultural production and scarce resources should be carefully taken care of (one of the priorities would be to rehabilitate the degraded environment of the former homelands).

LAURENT LHOPITALIER

Agronomist,

Doctoral researcher (Geography)

Paris X, INA-PG

and EMILIE PEUCH-LESTRADE

Agronomist, INA-PG

References

- Bundy C., The rise and fall of the South-African Peasantry (London, 1988)
- IDASA, A harvest of discontent, the land question in South Africa (Capetown, 1991)
- Van Onselen C., The seed is mine (Capetown, 1996)
- Van Zyl J., Kirsten J., Binswanger H.P., Agricultural Land Reform in South Africa (Capetown, 1996)
- de Wet C., Moving together drifting apart (Johannesburg, 1995)

R 5



Newtown Zebra n°8

Septembre-Décembre 1997

Prof S.E. Mini,
University of Fort Hare,
expresses his opinions
on the way
the land reform
is being implemented
which could lead to
opposite results from
its objectives.

NZ- As a rural geographer what is your opinion on the implementation of land reforms ?

Prof SE Mini- I think the South African government is facing a very tough and great challenge. Obviously there are a number of constraints. You have to keep in mind that our democracy is a negotiated settlement and we are sympathising with the government in that respect. There is a huge demand in SA in terms of land reform, and you can see, in the White Paper which has been released in May, that there are very large constitutional constraints. The Government is committed to reconciliation, to bringing all the parties on board.

If you look at the whole approach of the land reform programme, you will see that it is framed with broader macro-economic issues. The government approach for land reform is market driven with no capacities at all to redress the economic imbalances. The capitalist system is there to create and sometimes increase inequalities in society. And therefore, in the land reform programme, the market driven approach is to accelerate and increase inequalities as well.

You have to look at the property rights. They guarantee that the present land owners will not be expropriated from their properties regardless of the conditions under which they acquired such properties. As long as these properties are legally defined and legally owned there is no way the government can actually expropriate them. That is constitutional but the government is still committed to redistribution.

In the market driven approach, instead of a land demand approach, the government is intending to play a minimum role in land redistribution in facilitating access to land. To me it is one of the major shortcomings of the reform programme in this country.

"The market driven approach on the land reform is to accelerate and increase inequalities"

So, has the land reform already started ? According to you, is land reform not only about land redistribution ?

I think it has already started. I don't think the issue of how much land has been transferred is very important. It will take between 20 and 50 years, but what is of critical importance is to have a very solid well-established and sustainable framework, a framework that will deliver and provide land for the landless. You must keep in mind that the demand for land in South Africa is not defined in terms of people wanting more land. The demand for land aims at restructuring certain inequalities and some of these are actually quite serious. If you look at what's happening in former bantustans, there is a terrible process of soil erosion, environmental degradation, and overcrowding. It is beyond description. As early as the late eighties, there were already very clear signs. I think the land issue needs to take that into account as to how do we stop that process, how do we rehabilitate those reserves.

"Once land is privatised, the tendency is to increase the number of landless people in villages. This has already happened in Kenya and Zimbabwe."

With regard to land reform, we don't only have to define it on the basis of supplying land to the landless, but we must also take a responsible approach with the future generations in mind. There is doubt as to whether the next generation will survive the next 50 years. So, it's much more than a question of land, of people wanting hectares

of land. We need to make sure we're also correcting the present inequalities for the future generations to come. We need to take a holistic view of what land reform should be for the future of this country.

What about land tenure ? Is private ownership only to be considered in the future, or some form of collective ownership as well ?

If you look at the land reform programme, as defined in the White Paper, you'll see that there is a restitution programme, land tenure reform, land redistribution and Labour Tenants act. I respond to the question you raised about land tenure. It seems the White Paper is committed to upgrade land tenure particularly in the African areas. This is based on the view of the traditional indigenous land tenure system -not communal, because when you define communal you realise there is actually nothing communal. I think the question of upgrading the traditional land tenure system has nothing to do with the ability to provide productive use of the land. The government is moving towards a market driven economy, and then a communal tenure system is not a good one.

I don't believe there is anything wrong with the communal tenure system. It's simply because it has to be adjusted to fit into the existing economic system of the country. Otherwise historically we have lots of evidence to prove that the communal tenure system was very productive. People were capable of using land in a very productive way. A communal tenure system doesn't fit very well into a capitalist economic system because if I want to go to a bank manager and raise a loan, I need a certificate of ownership. As a tenant, if I don't have this, there would be some problems. We have some hard evidence which shows that, once land is individually owned, especially by the poor peasant farmers, there is a tendency to generate or increase landless people. Once you have a certificate of ownership there is a possibility of selling that property, for then there is a commercial

value.

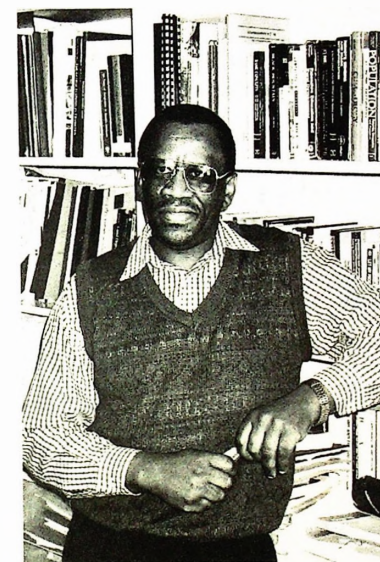
Selling property to who ?

That's a fundamental problem. With a certificate of ownership, the poor household families will sell their arable land, since there is always a demand and they need the money. So they will sell their land to the urban people (white collar workers, people working for the government).

This tends to increase the number of landless people in villages. Many people say, "No, it won't happen." This has already happened in Kenya and Zimbabwe. I am not saying that we should not upgrade the land tenure system, but we belong to a capitalist economic system. We're part of the globalisation of the world economy. We can see the whole world is moving in that direction and we don't have the capacity to stop the system.

What we are trying here is simply to make people aware of it and to try to minimize the impact. Land tenure system reform will not affect the freehold land owners. It will affect people such as the rural poor. It is of critical importance to make in-depth investigations that will show how these people will be affected. These will identify whether this will be to their benefit or to their detriment but generally there is a tendency towards increasing landlessness once there is privatisation of properties in communal villages.

"I don't think the government needs to restructure its approach to the whole programme but there must be an effort made to make people own the programme."



Prof SE Mini,
at university
of Fort Hare :

"The land reform will take between 20 and 50 years, but what is of critical importance is to have a very solid well-established and sustainable framework, a framework that will deliver and provide the land for the landless."

I do understand that the government doesn't commit itself by individualising. It simply says it will upgrade, and to me upgrading in terms of the existing programme equals individualisation of property rights.

Is the research in rural geography that you're currently carrying out helpful for the land reform policy ?

I've said it somewhere else. I don't think the government needs to restructure its approach to the whole programme but there must be an effort made to make people own the programme. So the government must commit itself in terms of networking, identifying existing expertise, even developing those that are not available because there is a lack.

I've not been directly involved with the government department of Land Reform yet. I've been doing research on land reform since 1987 -my Masters. I am still doing that with my students, but until today we haven't been able to unearth exactly what the government is

doing. It's extremely difficult, on our part, to settle the matter with them. We knock at the door and say, here I am, doing research in Eastern Cape on land reform, can you make use of my expertise for such or such a decision ? I am saddened by the fact that we didn't receive any additional funding from the Franco-South-African program for research support. It was a very pertinent project addressing the rural conditions, the rural land reform programme. I do learn from people who have never been to school. They educated me because they told me how they have been handling and dealing with the land, how they have been exchanging land over a period of years. Learning doesn't come from textbooks only. It comes from direct experience as well.

Honestly, if I can make a very serious comment here, it is that the government has no resources, no personnel. It cannot continue enlarging the number of civil servants without going bankrupt and one of the ways to reduce their own commitment is to make people owning

•••

R 6



Institut Français
d'Afrique du Sud

R 7



Institut Français
d'Afrique du Sud

●●●

the process. People take ownership and then benefit from this. Let's get people concerned.

If your geography department is not involved in a kind of programme which fits in with your expertise and your knowledge, what will the future of institutions like Fort Hare be?

It is a huge issue. We really need to make sure that universities are using taxpayers' money properly and we should be accountable to the community. I feel very strongly that we need to be given the opportunity to take ownership of the process. We were very committed to that approach. I have not just been critical of the government on the land reform programme at this stage, but I've seen it as a challenge.

What's about the young French researchers from IFAS currently in Fort Hare carrying out research? Do you think it's possible to build a real partnership?

It has been a great benefit, not to me directly but more directly to our students. You know our students come from a culture where they have very close links with the parents, and to them it was quite striking to see a young lady like Emilie staying so far from parents and doing research in a completely strange environment, the Eastern cape being quite a strange environment coming from France. It was very educational to them. I could see the amazement on their faces when they saw her for the first time asking themselves why is she here and what is she doing?

They were astounded. More important is their approach to research. We learnt a great deal, because our students were exposed to young researchers working independently, taking the research programme as their homework, seeking advice. Sethi (Laurent's interpreter) was initially working merely as an interpreter.

Towards the end of the exercise, Sethi could establish some of her own projects by watching what Laurent was doing. She is now also doing her own academic writings. And with that experience, I found that Sethi is quite keen to do Honours. I am quite confident, she now knows what it means to do research. It was very good to have them here.

INTERVIEWED BY
BENOÎT ANTHEAUME

Géographie rurale et réforme foncière

Géographe ruraliste à l'Université de Fort Hare, le professeur S.E. Mini s'inquiète de l'évolution de la réforme foncière, dont les conséquences pourraient être contraires aux objectifs initiaux.

Je pense que le gouvernement doit faire face à un très grand défi en matière de réforme foncière, qu'il doit tenir compte des contraintes constitutionnelles nées de l'accord négocié qui a permis l'émergence d'une nouvelle Afrique du Sud démocratique. L'approche néolibérale du gouvernement en matière de réforme n'offre aucune possibilité de redressement des déséquilibres économiques. Elle risque au contraire de les accroître. Pour moi, c'est l'un des plus grands manquements de cette réforme foncière qui prendra entre 20 et 50 ans.

Mais il s'agit surtout de disposer d'un cadre solide et bien établi qui puisse, certes, répondre aux attentes foncières, mais plus encore rééquilibrer les inégalités constatées. Si on observe ce que connaissent les anciens bantoustans en matière d'érosion du sol, de dégradation de l'environnement, de surpopulation, on convient que l'objectif n'est pas seulement de fournir de la terre à ceux qui n'en ont pas, mais de faire en sorte que les futures générations puis-

sent survivre sur le patrimoine que nous leur léguons. Il convient d'avoir une vision holistique.

Le "livre blanc du gouvernement" évoque la possibilité d'améliorer la tenure foncière, en particulier dans les ex-bantoustans, mais l'améliorer en renforçant l'appropriation privée va conduire à accroître le nombre de paysans sans terre : dès que vous disposez d'un certificat de propriété, votre terre a une valeur commerciale qui peut être négociée auprès d'acheteurs -souvent des citadins et des fonctionnaires. Si vous appartenez à un ménage rural pauvre, il ne fait aucun doute que vous aurez tendance à vendre votre terre -comme cela s'est fait au Kenya et au Zimbabwe- accroissant *in fine* le nombre de ménages sans terre.

L'appropriation privée va conduire à accroître le nombre de paysans sans terre.

En tant qu'universitaire partie prenante dans les recherches agraires, il est regrettable d'observer le décalage entre ce que nous faisons en termes de recherche et la politique publique foncière. Il faut désormais que les gens concernés s'approprient le processus et le conduisent à son terme.

Concernant la présence de jeunes chercheurs ruralistes français, il s'agit d'une recherche interactive aussi bien profitable pour les jeunes Français que pour les étudiants de Fort Hare, étonnés par la présence d'étrangers éloignés de leur pays, de leur famille, de leur environnement. Cela nous permet de nous enrichir mutuellement de nos différences.

PROFESSEUR S.E. MINI
Géographe
Université de Fort Hare

Namaqualand : Comment peut-on être "Coloured" ?

François-Xavier Fauvelle analyse la ségrégation raciale qui s'est mise en place dans la région du Namaqualand au cours du XX^e siècle, et montre comment elle a faussé les rapports sociaux jusque là marqués par une certaine mixité.

Le Namaqualand, vaste région située au nord-ouest de l'Afrique du Sud (centrée autour des villes de Steinkopf et Springbok) est d'abord connu pour son activité minière et ses paysages arides. Ses habitants, naguère pasteurs nomades parlant une langue à clicks (le nama), parlent aujourd'hui l'afrikaans et se désignent sous le nom de "Basters". Selon la terminologie de l'apartheid (toujours en usage dans la population), ils appartiennent à la catégorie des "Coloureds" d'Afrique du Sud. Ce changement de statut indique que des mutations sont survenues depuis deux siècles. Il importe donc de porter un regard sur l'histoire de la région pour répondre à cette question : qui sont les "Coloureds" du Namaqualand ?

Représentation schématique

La réponse a longtemps été formulée à peu près en ces termes : devant l'avancée des colons blancs (aux XVIII^e et XIX^e siècles), certains groupes nama se seraient réfugiés de l'autre côté de l'Orange (dans le Namaqualand namibien), tandis qu'une population métisse (fruit de Nama et de Blancs) grossissait côté sud-africain. Cette vision schématique de la population du Namaqualand avait pour avantage, en période d'apartheid, de ne pas remettre en cause la pertinence et l'homogénéité des catégories ethniques ("Whites", "Coloureds", "Natives") qui, depuis les années 1950, étaient la base de l'idéo-

logie du "développement séparé".

Conséquence de cette représentation, les "vrais" Nama ont souvent été cherchés en Namibie, tandis que les Coloureds d'Afrique du Sud étaient par définition considérés comme une population moins "authentique". L'apparition récente, parmi des groupes sud-africains classés coloured, de revendications territoriales basées sur leur "nama-ité", a montré les limites de la définition ethnologique de l'identité, selon laquelle une population peut être définie de façon objective par l'inventaire de ses traits culturels. Dans les dernières années, des anthropologues sociaux sud-africains ont insisté sur la dimension subjective de l'identité. Ils ont montré que, dans le Namaqualand comme ailleurs, les communautés se perçoivent et se définissent elles-mêmes en étroite relation avec le contexte social, selon des processus variés. (1)

Perception faussée de l'histoire

Il est important de comprendre que les catégories raciales créées par l'apartheid n'ont pas seulement faussé les relations entre les groupes, mais qu'elles ont aussi faussé la perception de l'histoire, en s'appliquant rétrospectivement à des périodes où elles n'existaient pas. Ainsi, l'étude sur le terrain des cimetières chrétiens du Namaqualand révèle que, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les tombes étaient mélangées, sans distinction d'origine ou de confession. Avec le XX^e siècle, la ségrégation s'introduit progressivement dans les cimetières, instituant des zones séparées, phénomène qui ne fera que s'accroître au milieu du siècle avec la mise en place de l'apartheid. Signe d'une tendance à plier le passé aux nouvelles normes, des tombes anciennes sont alors déplacées vers les nouveaux quartiers.

Dans toutes les sources, le Namaqualand offre une image du caractère non-ségrégué de la société frontalière sud-africaine à la fin du XIX^e siècle. Certes, les fermiers et les entrepreneurs sont souvent blancs. Mais il existe aussi tout un prolétariat de mineurs, de pasteurs nomades ou d'ouvriers agricoles, parmi lesquels les

critères raciaux sont secondaires. Sur de nombreuses photographies de la période, les signes d'appartenance à tel ou tel groupe racial s'effacent derrière les signes d'appartenance à une même classe sociale. Ouvriers nama, noirs, blancs, métis, posent ensemble devant la mine ; des familles blanches vivent dans des *matjeshuis* (habitations traditionnelles nama).

D'un ordre social à un ordre racial
Quand cet ordre social est-il remplacé par un ordre racial ? A coup sûr longtemps avant la mise en place de l'apartheid légal. A partir de la fin du XIX^e siècle, un certain nombre de règlements et de décisions administratives modifient lentement la donne. Les "tickets d'occupation" accordés aux missions dans le Namaqualand commencent à préciser qu'elles ne doivent accueillir que des "Basters" ou des "Natives".

En instituant la catégorie des Coloureds, les lois d'apartheid ont créé la fiction d'un groupe homogène.

Dans le même temps, les titres de propriété sur les terres sont accordés de plus en plus rarement aux non-blancs. La première conséquence de cette évolution fut que les nouvelles étiquettes raciales se collèrent sur les étiquettes sociales qui existaient auparavant : les fermiers non-blancs déjà installés se trouvèrent "blanchis" par leur statut de possédants ; les Blancs pauvres des zones rurales, qui pouvaient avoir intérêt à rejoindre les missions (souvent pour des raisons économiques), reçurent l'étiquette de *Coloureds*. La deuxième conséquence résulte de l'officialisation d'une échelle raciale (déjà existante dans l'idéologie missionnaire) dans laquelle la blancheur était valorisée, et où les caractères "indigènes" étaient méprisés.

R 8

Institut Français
d'Afrique du Sud

Newtown Zebra n°8

Septembre-Décembre 1997

R 9

Institut Français
d'Afrique du Sud

Newtown Zebra n°8

Septembre-Décembre 1997



L'attitude des groupes métis consista alors dans l'abandon de leurs caractères culturels "indigènes", dans une course à la revendication d'ancêtres européens, et dans la mise au point de stratégies de blanchiment (notamment par mariage).

Pléthore de groupes identitaires

Il en alla de même des groupes qui, en dépit des mélanges, avaient conservés jusque là une identité nama. Ces processus aboutirent à l'apparition, parmi les *Coloureds* du Namaqualand, d'une pléthore de groupes identitaires très différenciés, possédant une forte implantation locale.

Les lois d'apartheid proprement dites, mises en place à partir de 1948, ont cru régir un paysage ethnique inquestionnable, mais qui était en réalité déjà formaté par l'environnement dont elles étaient issues. En créant officiellement la catégorie des *Coloureds*, elles ont créé la fiction d'un groupe homogène, niant à la fois son caractère composite et ses dynamiques internes. Elles ont aussi contribué à brouiller davantage la donne, faisant parfois passer la ligne de démarcation (entre Blanc et Coloured, entre Coloured et Native) au milieu des familles. Elles ont enfin durement réagi sur le réel, notamment en déplaçant des populations en fonction de leur catégorie d'appartenance.

La tentation de l'historien

Au final, qui sont les *Coloureds* du Namaqualand ? Il serait tentant, en faisant abstraction des changements d'étiquettes survenus depuis un siècle, d'estimer que certains sont plutôt blancs, d'autres plutôt nama, et d'autres vraiment métis. Mais ce serait oublier que les identités ne sont pas seulement affaire de patrimoine, mais qu'elles sont aussi fonction de choix collectifs s'inscrivant dans un contexte social, économique, idéologique, et qui dictent la façon d'appréhender son propre passé. L'historien, ici, doit naviguer à vue, entre la tentation de tenir un discours plus "vrai" que celui des intéressés, et celle de s'en tenir aux constructions de la mémoire...

FRANÇOIS-XAVIER FAUVELLE
Doctorant en histoire
Université Paris I Sorbonne

(1) Voir les travaux de Emile Boonzaier et de John Sharp, notamment J. Sharp et E. Boonzaier, "Ethnic Identity as performance: lessons from Namaqualand", *Journal of Southern African Studies*, 20, 3 (sept. 1994), pp. 405-15.

To Be a Coloured

Francois-Xavier Fauvelle

analyses the segregation that occurred in the Namaqualand region during the twentieth century, and shows how it has altered the former mixity of racial and social relationships.

The Namaqualand region southwest of South Africa around Steinkopf and Springbok is well-known for its mining activity and arid landscapes. In the past nomadic Namaqua shepherds spoke Nama (a click language). Today they speak Afrikaans, and call themselves "Basters". According to the local apartheid terminology, which is still in use, they belong to the category of South African "Coloureds". This change of status reveals transformations which have been taking place for the past two centuries. It has prompted us to seek a local historical explanation for this "Coloured" identity.

Simplified categorizing

Traditionally, it was assumed that during the 18th and 19th centuries White settlers pushed Nama groups away into Namibia, across the Orange river; at the same time a Coloured population (of Nama-White extraction) developed on the South African side of the Orange river. Under the apartheid regime this simplified categorizing of the local population avoided questioning of the basic ethnic categories ("Whites", "Coloureds", and "Natives") on which from the 1950s onward the ideology of "separate development" was based.

Namibian Namas were supposedly more "genuine" than South African Namas. Recently, South African "Coloureds" have made land claims on the strength of their Nama origin. This shows up a weakness in the practice of conferring on the concept of "identity" an ethnological meaning according to which population groups are objectively characterized by a series of cultural traits.

However, South African social anthropologists have recently empha-

sized the subjective dimension of identity. These anthropologists have actually shown that Nama population groups have a self-awareness and a self-concept deeply rooted in the social environment (1).

Mixed cemeteries

It is important to understand that the racial categories set up by apartheid distorted not only relationships between groups but also the perception of history, as they were applied retrospectively to periods during which they had had no existence. A field-study of Christian cemeteries in Namaqualand has shown that until the end of the nineteenth century graves were mixed, neither racial origin nor religious denomination influencing their location. In the 20th century segregation was gradually introduced into cemeteries with separate zones for different races, and this process gathered speed towards mid-century when apartheid was officially established. The past tended to be redesigned to fit present standards and old graves were moved to new segregated areas.

According to all the sources Namaqualand appears as a non-segregated frontier society at the end of the 19th century. Farmers and entrepreneurs

Racial categories set up by Apartheid distorted not only relationships between groups, but also the perception of history.

R 10



Institut Français d'Afrique du Sud

Newtown Zebra n°8

Septembre-Décembre 1997

in Namaqualand

are often white. But there is also a proletariat composed of miners, nomadic shepherds and farm hands, in which racial criteria are apparently secondary.

Social and racial belonging

In many of the photographs of the period signs of belonging to a racial group are a good deal less prominent than those of belonging to a social class. In front of the mine, Nama, Black, White, and Coloured workers pose for the camera; White families often live in matjeshuise (traditional Nama huts).

When was this social order replaced by a racial one? Certainly a long time before legal apartheid was brought in. From the turn of the century a number of regulations and official decisions modify the situation. "Occupation tickets" granted to missions in Namaqualand began to specify that they should receive only "Basters" or "Natives". At the same time title deeds on property we granted more and more sparingly to non-Whites.

Coloured groups were thus led to relinquish native cultural traits and to claim European ancestry as part of a whitening strategy.

The first effect of this development is that new racial labels are superimposed on the social labels which were already inexistent. Often, non-White farmers who are already established are "whitened" by the fact that they are land-owners. Poor Whites in rural areas who would do well to join the mission stations (for example for economic reasons) were labelled "Coloureds".

The second consequence of this officialization of racial criteria (which already existed in the missionary ideology) and privileged whiteness was that native characteristics were devalued. Coloured groups were thus led to relinquish native cultural traits and to

claim European ancestry as part of a whitening strategy (which often comprise marriage). The same applied to groups which despite intermingling had retained a Nama identity. These processes ended by creating, among the "Coloureds" of Namaqualand a plethora of highly differentiated identity groups clearly represented in the area.

The laws of apartheid applied from 1948 assumed an unquestionable ethnic landscape which in fact had already been formed by the ideology which had produced them. By setting up a category labelled "Coloured", the apartheid laws gave rise to the belief that a home-brews group of this sort existed.

Divided families

This overlooked both its composite nature and its internal dynamics. They also confused the issue even further, and sometimes even divided families along racial lines - some members being Whites and some other Coloureds, or some being Natives and some other Whites. They ended up by moving from representation to reality, displacing populations because of their racial category.

Who, then, are the "Coloureds" of Namaqualand? One is tempted to set aside the labels that have been applied over the past century, and to declare simply that some are rather White, some others rather Nama, and some really Coloureds; and this would be a mere fact of identities which are not simply inherited. They are also chosen in a social, economic and ideological context which determine the way in which the past is apprehended. The historian has to navigate without a map, torn between the temptation to speak more "truly" than the people about whom he is speaking, and that to limit himself to reconstructing memory.

FRANÇOIS-XAVIER FAUVELLE
Doctorate researcher (History)
University of Paris I - Sorbonne

(1) See the work of Emile Boonzaier and John Sharp, and in particular "Ethnic Identity as Performance: Lessons from Namaqualand", *Journal of South African Studies*, 20, 3 (September 1994), p. 405-415.

R 11



Institut Français d'Afrique du Sud

Newtown Zebra n°8

Septembre-Décembre 1997

Conférences et séminaires

- L'IFAS-Recherche a organisé le 1er juillet 1997 un séminaire réunissant douze jeunes chercheurs français présents sur le terrain sud-africain, ainsi que des intervenants des deux pays afin de favoriser échanges et critiques sur les recherches en cours. Cette confrontation interdisciplinaire a permis de faire un 1^{er} point sur l'impact et les justifications de la recherche française de niveau doctoral menée en Afrique du Sud. Forts du succès remporté par ce séminaire, nous projetons de le renouveler en 1998.

- On 1 July 1997, IFAS-research organised a seminar gathering twelve young French researchers who were in South Africa, as well as other participants from both countries in order to encourage exchange and criticism of the research in progress. This interdisciplinary confrontation gave the opportunity to review the impact and the justification of French doctoral research undertaken in South Africa. Given the great success of this seminar, we intend to take up this debate again in 1998.

- Le Conservatoire National des Arts et Métiers des Pays de la Loire organisera le 23 octobre 1997 une viséo-conférence entre Nantes et Johannesburg sur le thème "Violence politique et violence dans le travail". Il s'agira d'aborder les interférences entre les formes de violence présentes dans le champ du travail et dans le champ politique. Participeront, entre autres, à ce débat public, des partenaires sud-africains de l'IFAS-Recherche et de jeunes chercheurs français.

- The Conservatoire National des Arts et Métiers des Pays de la Loire will organise a live conference by satellite between Nantes and Johannesburg. It will highlight the conjunction of political violence in the work-place with the existing forms of political violence. South African partners of IFAS-research and young French researchers will participate to this open debate.

- Un colloque organisé par le GDR 846 du CNRS se tiendra au Centre d'étude d'Afrique noire à Bordeaux du 3 au 5 octobre autour des thèmes "Pouvoirs locaux, pouvoirs centraux" et "Transformations dans l'espace régional". De nombreux doctorants ayant été accueillis par l'IFAS présenteront des communications. Ce colloque donnera lieu à une publication.

- A symposium organised by GDR 846 CNRS will take place at the Centre d'étude d'Afrique noire in Bordeaux from 3 to 5 October on "Local powers, central powers" and "Transformations in regional space". Many doctoral researchers having passed through IFAS will present their findings and views. A report is to be produced.

Cynthia Kros : "Tout à gagner de l'expérience des autres"

Le projet de recherche franco-sud-africain intitulé "Identité nationale, cohésion sociale, et enseignement de l'histoire en Afrique du Sud", vient d'être sélectionné par la fondation sud-africaine pour le développement de la recherche et les ministères français des Affaires étrangères et de l'Enseignement supérieur. Cynthia Kros, professeur d'histoire à l'Université du Witwatersrand et principale instigatrice sud-africaine de l'expérience, expose l'intérêt d'une approche bilatérale en la matière.

NZ- Quel est l'objectif d'un tel projet ?

Cynthia Kros- C'est assez ambitieux. Nous voulons voir comment l'école peut servir au maintien de la cohésion sociale, dans un contexte d'inégalités sociales et "ethniques" héritées de l'apartheid. La démocratisation de l'enseignement peut servir à la construction d'une identité nationale sud-africaine, la transmission du savoir étant un facteur constitutif de la mémoire collective. D'où le rôle essentiel de l'histoire.

Comment vous est venue l'idée de collaborer avec des chercheurs français ?

J'ai beaucoup travaillé sur la redéfinition des programmes scolaires en histoire lors du processus de transition politique, et sur la perception que les élèves avaient de cet enseignement, ce qui m'a amenée à publier un certain nombre d'articles. A l'invitation d'universitaires français, j'ai présenté en janvier dernier ces éléments de réflexion à l'Université de Paris VII, au Centre d'Etudes d'Afrique Noire de Bordeaux, ainsi qu'à l'Université de Picardie d'Amiens. L'idée de

construction d'une nouvelle nation, et l'enjeu corrélatif de la question scolaire, ont beaucoup intéressé mes interlocuteurs spécialistes des sciences de l'éducation, au premier rang desquels le professeur Claude Carpentier de l'Université de Picardie (ndlr : responsable du projet côté français). Ils ont pensé qu'il y avait beaucoup de similitudes avec la France, en particulier à propos du concept de "nation intégratrice", un pays au sein duquel tout le monde pourrait se reconnaître, trouver son identité. L'idée de coopérer en adoptant une perspective comparative est venue aussi simplement que cela. A la faveur des rencontres, des échanges, de la confrontation des expériences personnelles.

La France et l'Afrique du Sud ont quand même peu de points communs. En quoi l'approche française peut-elle vous être utile ?

Avant de rencontrer, grâce à l'Ifas, des spécialistes français de l'histoire africaine, je ne connaissais que l'approche anglo-saxonne. Notre histoire de l'Afrique se révèle incomplète, parce que très orientée sur ce qu'ont fait les blancs. Il n'y a jamais eu de discussion sur l'Afrique et sur la manière d'y aborder les problèmes. Or nous voulons, dans le cadre de ce projet, avoir également une perspective comparative avec plusieurs pays francophones d'Afrique de l'Ouest. Etudier comment ils se sont affranchis de l'héritage colonial au niveau scolaire. Il y a des différences avec l'Afrique du Sud bien sûr, mais il y a aussi des similitudes. On pourra, je l'espère, en tirer des enseignements sur la manière de sortir de l'apartheid. En particulier, réfléchir à comment écrire l'histoire de cette période noire de notre passé.

Et nous avons besoin de la médiation française pour travailler avec les communautés africaines et les professeurs de ces pays.

"Nous avons besoin de la médiation française pour travailler avec les communautés africaines."

C'est une affaire de réseau.

Oui, mais pas seulement. C'est aussi un enrichissement intellectuel. La tradition intellectuelle de l'historiographie française constitue un plus. Le concept anglo-saxon de multiculturalisme par exemple, a été utilisé de manière négative du temps de l'apartheid. Le côté désintégrateur de la diversité. Claude Carpentier, en développant le concept d'"intraculturalisme", inverse le raisonnement. La diversité devient un facteur d'unité.

Vous avez enseigné et effectué un travail d'observation dans des milieux scolaires très variés en Afrique du Sud. Quelle impression en gardez-vous ?

L'enseignement de l'histoire est actuellement en pleine mutation. Mais jusqu'à présent, la majorité des élèves et des étudiants se reconnaissaient peu dans la matière enseignée. Apprendre par cœur des livres scolaires datant de l'apartheid, ce n'était pas passionnant. Comment changer cela, c'est-à-dire comment redéfinir les programmes pour intéresser toutes les nouvelles générations et faciliter leur intégration ? Tel est le but. Cela passe par un changement des méthodes de travail, des tests d'évaluation notamment, et par la réécriture des livres scolaires. J'ai pu observer des classes et des cours à l'université lors de mon séjour en France. J'ai rencontré des spécialistes de ces questions avec qui nous allons pouvoir travailler. Nous avons tout à gagner à nous inspirer de l'expérience des autres.

CYNTHIA CROS

Professeur d'histoire et des sciences de l'éducation à l'Université du Witwatersrand. Membre de l'History Workshop au sein duquel elle travaille sur l'élaboration des programmes d'enseignement secondaire.

R 12



Cynthia Kros : "Gaining from others' experience"

The Franco-South African research project entitled "National Identity, Social Cohesion, and the Teaching of History in South Africa" has been selected by the South African Foundation for the Development of Research and the French Ministries of Education and Foreign Affairs; Cynthia Kros, professor of History at the University of the Witwatersrand, and the main promoter of this experiment explains why a bilateral approach is interesting.

NZ- What is the aim of this project ?

Cynthia Kros- It's rather ambitious. We would like to promote democratisation and to find out how the school system can help to maintain social cohesion in a country where social and "ethnic" qualities have been inherited from apartheid. Democratisation of the education system can help to build a new South African identity, as the transmission of knowledge is one of the factors that constitute collective identity. This is where history comes in. Its role is essential.

How did you get the idea of working with French historians ?

I have done a lot of work on redefining the history curriculum for schools during the political transition process, and also on pupils' perception of the history curriculum; I published a number of articles on the subject. I was invited by French academics to speak about this at the University of Paris VII, the Centre d'études africaines at Bordeaux, and at the University of Picardy at Amiens. The idea of building a new nation, and the importance of the school in a political project of this sort interested the educationists to whom I spoke, and first and foremost Prof. Claude Carpentier at the University of Picardy (who super-

vises the project on the French side). They thought that there were a lot of similarities with France, and in particular in the idea of an "integrating nation", a country in which all people could find their identity. The idea of cooperating in research using a comparative method was born as simply as that - through meeting people, exchanging ideas, comparing personal experiences.

France and South Africa have few common points. How can the French approach be of any use to you ?

Before meeting, thanks to IFAS, French specialists of African history, I was familiar only with the Anglo-Saxon approach. Our history of Africa turns out to be incomplete, because oriented mainly towards the role of the white people. There has never been any discussion on Africa and on how the problem should be approached. We would like as part of this project to make a comparative study of our country with several francophone countries of West Africa. We would like to study the way in which they freed themselves from the colonial heritage at school level.

"We need French mediation to work with the African communities."

There are differences between these countries and South Africa, of course, but there are also similarities. I think we will be able to learn lessons on how to get out of apartheid, in particular on how to write the history of that terrible period of our past. We need French mediation to work with the African communities and teachers of those countries.

It is a matter of networking, then, isn't it ?

Yes, but that is not all. It is also an intellectual enrichment. The intellectual tradition of French historiography is a plus. The Anglo-Saxon concept of

multi-culturalism was used negatively during the apartheid era. This was the disintegrating side of diversity. Claude Carpentier, developing the concept of "intra-culturalism", inverts the idea. Diversity becomes a factor working in favour of unity.

You have taught and done observation work in very varied school situations in South Africa. What was your impression ?

Teaching history is undergoing a complete mutation. Traditionally, most pupils did not recognise much of themselves in the history that they had to learn. Learning by heart the school books written during the apartheid era was not much fun. How can this be changed ? How can the curriculum be redefined in such a way as to interest the new generation and facilitate their integration ? That is the aim. It entails change in working methods, and in particular assessment, tests, and also involves rewriting school books; during my stay in France I observed classes in schools and lectures at universities. And I met experts on these questions, with whom we are going to be able to work. We have everything to gain by learning from the experience of other people.

CYNTHIA KROS is Professor of History and Education Science at the University of the Witwatersrand. Member of the History Workshop in which she is doing research on the development of the History curriculum.

Programme du projet

Oct-Nov 97 : Visite de chercheurs sud-africains en France, organisation du projet
Fév-Avr 98 : Travail de terrain de chercheurs français en Afrique du Sud
Mai-Sept 98 : Recherches documentaires
Nov-Déc 98 : Nouveau travail de terrain de chercheurs français en Afrique du Sud
Mars-Avr 99 : Français et Sud-africains en Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Sénégal)
Sept-Oct 99 : Mémoire intermédiaire
Nov-Déc 99 : Français en Afrique de l'Ouest
Oct-Nov 2000 : Français en Afrique du Sud
Jan-Avr 2001 : Rédaction du rapport final

R 13



La migration de personnel hautement qualifié

Les politiques de "récupération et de gain de compétences" font l'objet d'un programme de recherche entre l'ORSTOM et l'Université de Cape Town. Benoît Antheaume en explique l'enjeu pour l'Afrique du Sud.

Les études récentes sur la "fuite des cerveaux" -*brain drain*- font état de perspectives nouvelles. La migration n'est plus considérée comme un facteur négatif en soi. La présence d'une population expatriée très bien formée au Nord apparaît comme un capital humain disponible, si tant est que le pays d'origine sache se le réapproprier au moins partiellement. C'est ce que l'on appelle le *brain gain*, la "récupération ou le gain de compétences", qui adopte deux formes.

La première est celle d'un rapatriement physique des détenteurs de compétences; elle est dénommée "option retour". La seconde est plus récente et consiste en une mobilisation et association à distance des ressources humaines expatriées, à des programmes nationaux; c'est ce qu'il est convenu d'appeler "l'option diaspora". Les deux options du *brain gain* sont des stratégies efficaces.

L'Afrique du Sud dispose d'une diaspora nombreuse, concentrée, hautement qualifiée, avec un éventail de compétences très large.

L'Afrique du Sud offre d'exceptionnelles conditions d'étude du phénomène migratoire de population qualifiée et également de réalisation d'une stratégie de *brain gain*. C'est un pays où les flux de compétences avec l'extérieur ont toujours été importants mais se présentent aujourd'hui sous un jour nouveau : le solde migratoire des professionnels qualifiés est devenu négatif ces quatre dernières années. La diaspora intellectuelle sud-africaine est en conséquence particulièrement large. Elle est aussi significativement concentrée, les deux tiers étant localisés dans seulement six pays.

Cette diaspora est très hautement qualifiée et avec un éventail de compétences extrêmement large. En même temps, l'Afrique du Sud a également vu le retour de bien des exilés et attire aussi un nombre significatif de personnes, pour beaucoup en provenance des pays d'Afrique, anglophones et même francophones. C'est une situation qui ne va pas sans causer des préoccupations dans la région.

Les objectifs du programme de recherche sont les suivants :

- Meilleure compréhension du taux et des dynamiques migratoires intellectuelles depuis et vers l'Afrique du Sud et de leurs relations avec le marché du travail qualifié.

- Constitution d'une base de données des personnes hautement qualifiées résidant à l'extérieur du territoire sud africain et susceptibles de s'engager dans des projets avec le pays.

- Etablissement d'un réseau diaspora de ces compétences expatriées et application de celles-ci au développement du pays par leur gestion stratégique au travers d'instruments et d'indicateurs développés dans le cadre du projet.

- Formation par la recherche, du personnel chargé de la gestion continue du réseau à la fin du projet; transfert de connaissances effectué en appliquant de forts critères d'*Affirmative Action* et visant le renforcement des institutions historiquement désavantagées (HDI).

Le programme sera conduit à partir du Laboratoire "Science Technology Policy Research Unit" de l'Université de Cape Town (UCT) en association avec l'ORSTOM (Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération) qui affectera à sa réalisation un chercheur et ingénieur. Son financement sera assuré par des fonds communs franco-sud-africains.

Le Pr. D. Kaplan, coordinateur sud-africain, a effectué une mission en France au mois de juin 1997 financée par l'Ifas et les services culturels et scientifiques de l'Ambassade de France à Pretoria avec un accueil scientifique au Laboratoire des Sociétés du Sud et du Développement de l'ORSTOM. Elle a permis une présentation à différents partenaires français des objectifs et de la méthodologie du projet.

BENOÎT ANTHEAUME
Géographe
Chargé de mission ORSTOM
en Afrique du Sud

Jean-Baptiste Meyer, de l'ORSTOM, participe au programme de recherche conjoint Université du Cap-ORSTOM sur le *brain gain*. Il sera en poste au Cap à partir de novembre 1997.

Publications

- La revue pluridisciplinaire *Afrique contemporaine* (La Documentation Française) lance un numéro spécial intitulé "Afrique du Sud-Afrique australe. Interdépendance et antagonisme" à paraître en fin d'année. Ce numéro, auquel participent des chercheurs accueillis par l'IFAS, ainsi que des partenaires sud-africains de l'IFAS-Recherche, abordera les problèmes communs à la zone australe et les relations complexes entre le centre et la périphérie.

- Parution chez Armand Colin en septembre 1997 d'un ouvrage de Philippe Gervais-Lambony, intitulé *L'Afrique du Sud et les Etats voisins*, collection U Géographie, 244 p, Armand Colin.

R 14



Migration of highly qualified staff

ORSTOM is working in conjunction with the University of Cape Town on a research project on policies for "the recovery and the gain of qualified people". Benoît Antheaume explains what South Africa has to gain by this.

Recent studies on brain drain have brought new perspectives to light. Migration is no longer considered a negative factor in itself. The presence of a very well educated, expatriated population in the North can be seen as available human capital, if their country of origin knows how to re-appropriate it, at least in part. This is what we call brain gain, the "recovery or the gain of qualified people", which takes on two forms.

The first is the physical repatriation of the highly qualified; this is called the "return option". The second is more recent and consists of a mobilisation of the expatriated human resources and their association, over long distances, to national projects. This is called the "diaspora option". Both brain gain options are efficient strategies.

South Africa has a large, concentrated, and highly qualified diaspora with an extremely wide range of qualifications.

South Africa offers exceptional conditions for study on the migration of qualified people, and for establishing a brain gain strategy. It is a country from which there has always been a fairly large outward flow of qualified people, and which now finds itself in a position which it was not in before : over the last four years, the number of qualified professionals has become a minus number. The South African intellectual diaspora is therefore particularly large. It is also significantly concentrated, with two thirds in only six countries.

This diaspora is very highly qualified, with an extremely wide range of qualifications. At the same time, South Africa has also seen the return of many exiles and it attracts a large number of people, many of whom come from English and even French-speaking countries of Africa. It is a situation which cannot help but bring about certain concerns in the region.

The aims of the program are the following :

- Better understanding of the rate and dynamics of intellectual migration from and towards South Africa and their relation to the qualified work market.

- Compiling a data base of highly qualified people living outside of South Africa, who would be prepared to undertake to do projects with the country.

- Establishing a diaspora network of these expatriated, qualified people and applying these qualifications to the development of the country by strategic management through instruments and indicators developed within the framework of the project.

- Training through research of the staff in charge of the continuous management of the network after the project; transferring knowledge by applying strict Affirmative Action criteria and targeting the reinforcement of the Historically Disadvantaged Institutions (HDIs).

The project will be conducted from the "Science Technology Policy Research Unit" laboratory of the University of Cape Town (UCT) in association with ORSTOM (French Institute of Scientific Research for Development and Co-operation), by which a researcher and an engineer will be appointed. The project will be financed by common French and South African funds.

Prof. D.Kaplan, South African coordinator made a trip to France in June 1997, which was financed by Ifas and the cultural and scientific services of the French Embassy in Pretoria, and was received by ORSTOM's Laboratoire des Sociétés du Sud et du Développement (Laboratory of the Societies of the South and of Development). This allowed for a presentation of the aims and methodology of the project to various French partners.

BENOÎT ANTHEAUME
Geographer
ORSTOM representative
in South Africa

Jean-Baptiste Meyer, from ORSTOM, takes part of the research project on the brain gain process in South Africa. He will be conducting his research in Cape Town from November 1997.

Publications

- The multidisciplinary magazine, *Afrique contemporaine*, is launching a special edition called "Afrique du Sud-Afrique australe. Interdépendance et antagonisme", to be released at the end of 1997. Researchers who are being received by IFAS, as well as South-African partners of IFAS-research, are contributing to this edition which will tackle the common problems in the southern region and the complex relations between the centre and the peripheral areas.

- Publication in September 1997 of a work by Philippe Gervais-Lambony, called *L'Afrique du Sud et les Etats Voisins* (South-Africa and its neighbouring states), in the U géographie series, 224 p, Armand Colin.

R 15



IFAS-Recherche • Calendrier

IFAS-Recherche / IFAS Research • PO Box 542 • Newtown 2113 • Tel (011) 836 0561 • Fax (011) 836 5850 • International : 27-11
E-mail : ifasrech@lafrica.com • E-mail ORSTOM : orstom@lafrica.com

Missions de doctorants/Doctoral researchers on field trips

FRANÇOIS-XAVIER FAUVELLE, historien / *historian*, Université de Paris I-Sorbonne. Mai-juin / *May-June 1997*. L'histoire, la mémoire et l'identité des populations dites "nama" du Namaqualand / *History, memory and identity of the "Nama" people in Namaqualand*.

NANCY ANDREW, sociologue / *sociologist*, Université de Picardie. Juil.-août / *July-August 1997*. La revendication de la terre en milieu rural en Afrique du Sud / *Claim for land in rural areas in SA*.

PASCAL MAIRE-AMIOT, anthropologue-juriste / *anthropologist of law*, Université de Paris I-Sorbonne. Août-nov / *August-November 1997*. Le processus d'édification d'un nouvel ordre juridique et politique en Afrique du Sud : la pacification comme mode de règlement des conflits fonciers / *Process of juridical and political new order building in South Africa : pacification in land conflicts settlement*.

MARIANNE MORANGE, urbaniste / *town planner*, Institut français d'urbanisme, Paris VIII. Août / *August 1997*. Politique du logement et secteur locatif : le cas de Port Elizabeth / *Housing policy and the rental housing sector in Port Elizabeth*.

HELENE MAINET, géographe / *geographer*, Université de Paris X-Nanterre, bénéficie d'une bourse Lavoisier d'une année, à compter de septembre 1997 / *enjoys a one year Lavoisier bursary from September 1997*. Les Indiens dans la ville post-apartheid : l'exemple de Durban / *The Indian community in the post-apartheid city : the example of Durban*.

NATHALIE HERAUD, historienne / *historian*, Université de Paris VII. Fév.-mai / *February-May 1997*. Les épidémies au Natal pendant la période coloniale / *Epidemics in Natal during the colonial period*.

Philippe Guillaume et Olivier Cureau nous quittent fin septembre mais seront de retour (on l'espère) sous peu. Quant à Marie-Odile Blanc, Jacqueline Polunic et Laurent Lhopitalier, ils restent fidèles au poste.

Visites universitaires en Afrique du Sud Visits in South Africa

VERONIQUE FAURE, politologue / *political scientist*, CEAN (Bordeaux I), a bénéficié d'un financement partiel de l'IFAS afin de poursuivre en juillet 1997 ses recherches sur le satanisme dans le KwaZulu/Natal / *has been partly financed by IFAS to pursue in July 1997 her research on satanisme in KwaZulu-Natal*.

RICHARD SAMIN, linguiste / *linguist*, Université de Nancy II, a bénéficié d'un financement de l'IFAS afin de poursuivre ses recherches en août 1997 au Cap et à Johannesburg sur la construction d'un discours sur la ville dans la littérature noire sud-africaine / *He will be conducting his research on the urban approach in Black South African literature. Financed by IFAS, he was based in Johannesburg and in the Cape Province in August 1997*.

REMY BAZENGUISA, anthropologue / *anthropologist*, EHESS-Centre d'Etudes africaines. En mission exploratoire en juillet-août 1997 à Johannesburg, Durban et au Cap sur le thème de la violence urbaine de voisinage / *Field research on urban violence in Johannesburg, Durban and Cape Town in July-August 1997*.

DENIS-CONSTANT MARTIN, politologue / *political scientist*, CERI, en mission au mois de juillet au Cap avec le soutien de l'IFAS dans le cadre de ses recherches sur les identités socio-culturelles / *He has been conducted his research on socio-cultural identities in Cape Town in July 1997 and was financed by IFAS*.

ROLAND POURTIER, géographe / *geographer*, Université de Paris I-Sorbonne. visite à l'IFAS en juin / *He has been visiting IFAS in June 1997*.

PATRICE BIGOMBE LOGO, politologue / *political scientist*, GRAP/Université de Yaoundé II, a participé avec le soutien de l'IFAS à un congrès de l'Association africaine de sciences politiques, à Durban au mois de juin 1997 / *has been participated to a Conference of the African Association in Political Sciences held in Durban in June 1997 and has been partly financed by IFAS*.

JEAN-FRANÇOIS STASZAK, géographe / *geographer*, Université de Picardie. Mission d'expertise en juin 1997 sur le projet d'aménagement touristique et économique de Durban commanditée par l'Institut for Social and Economic Research (Université de Durban-Westville) et la Durban Metropolitan Authority / *He conducted an expert's report in June 1997 on tourist and economic projects invested in the Durban area which has been sponsored by the Institute for Social and Economic Research (University of Durban-Westville) and the Durban Metropolitan Authority*.

ALAIN DURAND-LASSERVE, CNRS, a participé en août 1997 à un colloque organisé à Durban par la Fédération des géomètres sud-africains / *He has been participated to a conference in August 1997 in Durban organised by the Federation of South African Geometers*.

EMEKA NWOKEDI, politologue / *political scientist*, département des Relations internationales à l'Université Obafemi Awolowo, Nigeria, a été invité au mois d'août en Afrique du Sud par l'Africa Institute of South Africa avec le soutien de l'IFAS et dans le cadre de la convention entre l'Africa Institute of South Africa et le CEAN de Bordeaux / *He has been invited in August by the Africa Institute of South Africa, partly financed by IFAS, and in the context of a convention signed between this Institute and CEAN (Bordeaux)*.

Invités sud-africains en France South African guests in France

CHRIS ALDEN, professeur au département des Relations internationales de l'Université du Witwatersrand / *professor at the Department of International Relations, Wits University* : invité par l'Ecole Normale Supérieure de Cachan avec le soutien de l'IFAS en octobre 1997 / *is welcomed by the ENS Cachan in October 1997 and is partly financed by IFAS*.

IQBAL JHAZBHAY, directeur / *director* du Centre for Middle Eastern Studies à l'UNISA : bénéficie d'une bourse scientifique de haut niveau du service culturel de l'Ambassade de France afin de poursuivre ses recherches sur le monde musulman au mois de septembre 1997 auprès d'institutions françaises (IMA, IREMAM, INALCO, MSH, principalement) / *is welcomed by French institutions specialised in Muslim studies to conduct his research in September 1997, mainly in Paris and in Aix-en-Provence. He will enjoy a bursary from the Cultural Council of the French Embassy*.

IVOR CHIPKIN, chercheur / *researcher* at the Centre for Policy Studies : bénéficie d'une bourse du service culturel de l'Ambassade de France d'une année et sera accueilli à partir d'octobre 1997 par l'ENS de Cachan dans le cadre d'un DEA en Action publique et politique / *He will enjoy a one year scholarship from the Cultural Council of the French Embassy to complete a master degree in Public action and policies from October 1997*.

PASCALE HARTY, étudiante en géographie à l'Université du Witwatersrand / *student in Geography at Wits University* : sera accueillie à l'ENS de Fontenay/Saint-Cloud avec le soutien de l'IFAS de janvier à juin 1998 / *will be welcomed by ENS Fontenay/Saint-Cloud from January to June 1998 and is partly financed by IFAS*.

TIM COUZENS, professeur d'histoire à l'Université du Witwatersrand / *professor at the Department of History at Wits University* : accueilli par la Maison des Sciences de l'Homme en septembre 1997 / *is welcomed in Paris by la Maison des Sciences de l'Homme in September 1997*.

Sommaire/Contents

- LAURENT LHOPITALIER, EMILIE PUECH-LESTRADE : L'agriculture dans le Transkei
- PROF S.E. MINI : Réforme foncière / *Land Reform*
- FRANÇOIS-XAVIER FAUVELLE : Les Coloureds du Namaqualand
- CYNTHIA KROS : Enseignement de l'histoire en Afrique du Sud / *Teaching history in SA*
- BENOIT ANTHEAUME : Brain gain

R2-R5
R6-R8
R9-R11
R12-R13
R14-R15